

La présidentielle aux oubliettes ?

RD Congo Le président Kabila a dévoilé son programme... indigeste pour l'opposition.

Eclairage Hubert Leclercq

L'homme n'est pas un grand orateur. Doux euphémisme. Joseph Kabila, le président congolais atteint en décembre prochain par la limite constitutionnelle de son second mandat à la tête de la République démocratique du Congo, n'a jamais évoqué son avenir.

La semaine dernière, de passage chez Yoweri Museveni, son homologue ougandais, il a pour la première fois annoncé que le scrutin présidentiel attendu pour ce mois de novembre ne pourrait être organisé.

Tout sauf une surprise au vu de la multiplication des stratagèmes par la majorité présidentielle pour en arriver à ce constat.

La présidentielle en fin de parcours

Dans la foulée de cette annonce, le président congolais est allé un peu plus loin en indiquant que le calendrier des élections – qui dépend pourtant de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) – ne serait dévoilé qu'au terme de l'enrôlement des électeurs qui vient à peine de débiter et qui devrait "prendre 16 mois à compter de la date du lancement de l'appel d'offres", selon les propos que Corneille Naanga, le patron de la Ceni, a tenus ce lundi 8 août. "Compter plutôt 16 mois à partir de maintenant", expliquait à "La Libre", ce jeudi, un proche de M. Naanga. Le calendrier électoral pourrait donc ne sortir au mieux que toute fin 2017, soit un an après la fin légale du mandat du président Kabila.

Dans la foulée, toujours lors de cette rare sortie, le président Kabila a rappelé que le cycle électoral devait être complet et donc commencer par le scrutin local, suivis des provinciales, les législati-

ves et enfin la présidentielle. De quoi envisager un "glissement" (terme utilisé en RDC pour parler de la prolongation au pouvoir de Joseph Kabila faute d'élection) d'une année supplémentaire. La présidentielle pourrait ainsi se tenir fin 2018, voire en 2019.

Ligne rouge franchie

Un message qui ne passe pas du tout du côté de l'opposition. Le 31 juillet, lors de son meeting (très) populaire à Kinshasa, Etienne Tshisekedi avait présenté le "19 septembre 2016" comme "la première ligne rouge à ne pas franchir par le pouvoir". Le patron de l'UDPS faisait ainsi référence à la date à laquelle la Ceni doit, pour respecter la Constitution, convoquer le corps électoral pour la présidentielle de cette année. Une fois de plus, entre Joseph Kabila et Etienne Tshisekedi, il y a un monde de différences.

Martin Fayulu (président de l'Ecide) et Joseph Olenghankoy (président du Fonus), deux des leaders de la Dynamique de l'opposition, se sont égarés à la lecture du discours du président Kabila qu'ils jugent "inconstitutionnel" et "imbuvable". "Joseph Kabila se substitue à la Ceni. Ce n'est pas à lui de décider du calendrier électoral. Il se fiche de nous. Il se fiche du peuple congolais", poursuit Joseph Olenghankoy qui annonce que "le pays va marcher le 20 septembre pour faire respecter son droit et pour dire au revoir à Joseph Kabila".

Moïse Katumbi, joint ce jeudi par "La Libre", abonde dans ce sens. "Le 19 septembre, la Ceni n'a pas le droit de ne pas convoquer le corps électoral. Si elle ne le fait pas, le peuple congolais descendra dans la rue dans tout le pays. Le président Kabila a encore la possibilité de partir avec les honneurs. S'il fait l'erreur de s'entêter contre la volonté du peuple, il risque de tout perdre. Qu'il n'écoute pas ses conseillers qui sont les mêmes qui ont accompagné le maréchal Mobutu au naufrage total. Il n'est pas trop tard mais il est plus que temps qu'il se ressaisisse."

Le calendrier évoqué par le président Kabila "pourrait aussi lui permettre, en faussant le jeu lors des législatives, de s'octroyer une large majorité au Parlement qui lui permettrait de faire passer en force une révision de la Constitution", poursuit Moïse Katumbi qui invite le peuple congolais, comme l'avait fait Etienne Tshisekedi, à se prendre en charge face à ce qu'il appelle un "crime de haute trahison" dans le chef du président Kabila.

"Le président Kabila a encore la possibilité de partir avec les honneurs."

MOÏSE KATUMBI
Candidat à la présidentielle.

Épinglé

Consensus possible autour du calendrier électoral ?

Corneille Naanga, le patron de la Ceni, souvent pointé du doigt comme un zélateur du président Kabila, a expliqué ce jeudi que son institution n'a qu'une seule priorité : *"L'enrôlement des électeurs. On ne peut pas parler élection sans ce fichier [...]". Les rapports des experts de l'Onu et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) indiquent que la publication de façon unilatérale d'un calendrier électoral par la Ceni peut créer la violence. Ils nous recommandent d'avoir un consensus pour disposer d'un calendrier accepté par tous. Nous espérons que les jours qui viennent nous permettront d'avoir ce processus et nous publierons ce calendrier dès que possible.* Des propos qui ne calment pas l'opposition, qui reproche à Corneille Naanga *"sa servilité à l'égard du pouvoir"*. *"Si M. Naanga veut démontrer que son institution est réellement indépendante, qu'il sorte rapidement ce calendrier et qu'il opte pour l'organisation rapide de la présidentielle qui, elle, est inscrite dans la constitution, contrairement aux autres scrutins"*, explique un membre du G7.

Et le dialogue dans tout ça ? Souvent annoncé, ce dialogue inclusif n'a toujours pas débuté. Le Rassemblement de l'opposition a récusé son facilitateur, l'ex-Premier ministre togolais Edem Kodjo qui dispose toujours du soutien de la majorité et des "parrains" internationaux. Bref, ce n'est pas pour demain. **H.Le.**